



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

ALJT - ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

ALJT - ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS
21/23 Rue des Ardennes - 75019 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

ALJT - ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS

21/23 Rue des Ardennes - 75019 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'ALJT - ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ALJT - ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note C.1. de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des créances clients

Les principes et les méthodes comptables appliqués pour évaluer la dépréciation des créances clients sont décrits dans la note D.3. de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'établissement des comptes, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, décrite dans la note D.3. de l'annexe ; vérifié la correcte application de la méthode retenue sur l'ensemble des créances clients. Nous avons vérifié par ailleurs que l'information financière fournie à cet égard est appropriée.

Provision pluriannuelle d'entretien du patrimoine

Les principes et les méthodes comptables appliqués pour évaluer ces provisions sont exposés dans la note E.2. de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par l'association, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 4 mai 2026

KPMG SA

Erik Boulois

Associé

Présentation des comptes annuels

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025



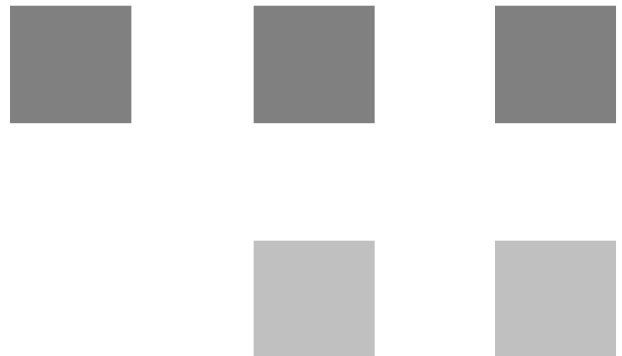
ALJT

21 rue des Ardennes
75019 PARIS

Index

bilan	2
Bilan Actif.....	3
Bilan Passif.....	4
compte de résultat	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat suite.....	7
annexe	8
immobilisation.....	9
Amortissements.....	10
Variation des fonds propres.....	11
etat des échéances des créances et des dettes.....	12
charges à payer.....	13
produits à recevoir.....	14
Tableau d'affectation du résultat.....	15
Suivi des fonds dédiés.....	16
Provisions inscrites au bilan.....	17
Ventilation du chiffre d'affaires net.....	18
detail des produits financiers et charges financières.....	19
effectif moyen.....	20
Intercalaire SIG 2	21
Soldes intermédiaires de gestion.....	22
Notes annexes complémentaires	23
Notes annexes complémentaires.....	24

Bilan



Période du 01/01/2025 au 31/12/2025
Devise d'édition EURO

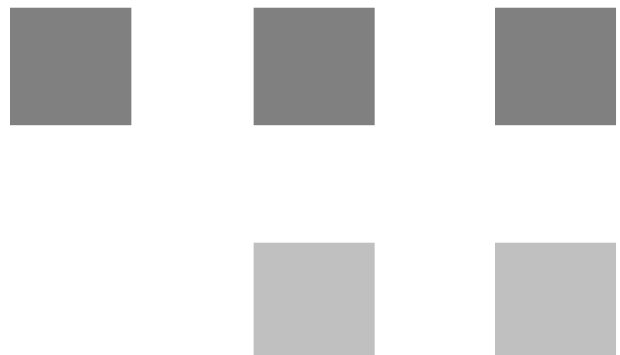
BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 138 335	1 014 093	124 242	64 082
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	
Immobilisations corporelles			-	
Terrains			-	
Constructions			-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 323 789	1 296 520	27 269	73 788
Autres immobilisations corporelles	31 667 908	24 889 332	6 778 576	5 664 622
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	295 987		295 987	224 338
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	
Immobilisations financières			-	
Participations	1 518 740		1 518 740	1 518 740
Créances rattachées à des participations			-	
Autres titres immobilisés			-	
Prêts	841 748		841 748	782 597
Autres immobilisations financières	196 615		196 615	196 615
Total II	36 983 122	27 199 945	9 783 177	8 524 782
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 812 115	3 397 558	4 414 557	4 015 561
Créances reçues par legs ou donations			-	
Autres créances	12 498 922		12 498 922	2 876 626
Charges constatées d'avance			-	
Valeurs mobilières de placement	12 600 913	148 650	12 452 263	17 294 496
Instruments financiers à terme et jetons détenus			-	
Disponibilités	6 241 064		6 241 064	3 019 512
Total III	39 153 014	3 546 208	35 606 806	27 206 196
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	76 136 136	30 746 153	45 389 983	35 730 978

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	518 530	518 530
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	6 282 200	5 784 819
Excédent ou déficit de l'exercice	197 235	497 380
Situation nette (sous total)	6 997 965	6 800 729
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	345 352	433 588
Provisions réglementées		
Total I	7 343 317	7 234 317
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	642 992	58 556
Total II	642 992	58 556
PROVISIONS		
Provisions pour risques	6 222 716	7 727 899
Provisions pour charges	879 799	736 874
Total III	7 102 515	8 464 773
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	3 856 017	3 757 556
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	20 218 665	10 607 199
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 750 601	5 315 883
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	475 876	292 693
Produits constatés d'avance		
Total IV	30 301 159	19 973 331
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	45 389 983	35 730 978

Compte de Résultat



Période du 01/01/2025 au 31/12/2025
Devise d'édition EURO

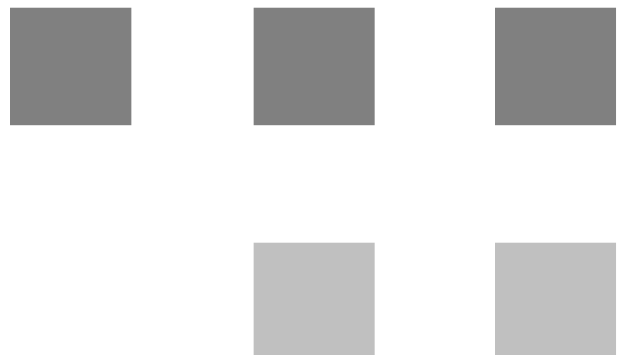
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	295 490	288 810
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	55 167 738	52 802 150
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 811 016	6 676 063
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	2 987 998	1 211 173
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	58 556	48 014
Autres produits	1 739 515	1 690 100
Total I	69 060 313	62 716 310
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	9 201 774	8 520 277
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	31 556 116	27 769 356
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 251 581	2 849 995
Salaires	13 974 838	12 738 228
Cotisations sociales	6 016 067	5 740 571
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 357 388	1 948 902
Dotations aux provisions	1 561 191	2 118 125
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	56 408	33 033
Reports en fonds dédiés	642 992	58 556
Autres charges	624 083	974 236
Total II	69 242 438	62 751 279
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	- 182 125	- 34 969

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025 (suite)

COMPTE DE RESULTAT - SUITE	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	52 843	48 490
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	270 708	489 236
Reprises sur provisions et dépréciations	56 850	9 450
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	380 401	547 176
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	- 5 983	7 913
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	- 5 983	7 913
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	386 384	539 263
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	203	
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	203	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 227	6 914
Total des produits (I + III + V)	69 440 917	63 263 486
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	69 243 682	62 766 106
EXCEDENT OU DEFICIT	197 235	497 380

Annexe



Immobilisations

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 019 202		119 789
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 019 202		119 789
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	1 330 477		
Installations générales, agencements et divers	10 193 264		1 121 546
Matériel de transport	9 258		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	19 180 592		1 717 739
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	224 338		235 995
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	30 937 928		3 075 280
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	1 518 740		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	979 212		59 151
TOTAL immobilisations financières :	2 497 952		59 151
TOTAL GÉNÉRAL	34 455 082		3 254 221

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		657	1 138 335	
TOTAL immobilisations incorporelles :		657	1 138 335	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels		6 687	1 323 789	
Inst. générales, agencements et divers		363 611	10 951 199	
Matériel de transport			9 258	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		190 879	20 707 452	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		164 347	295 987	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		725 525	33 287 684	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			1 518 740	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			1 038 363	
TOTAL immobilisations financières :			2 557 103	
TOTAL GÉNÉRAL		726 181	36 983 122	

Amortissements

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	955 120	59 629	657	1 014 093
TOTAL immobilisations incorporelles :	955 120	59 629	657	1 014 093
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	1 256 688	46 082	6 250	1 296 520
Inst. générales, agencements et divers	7 820 728	542 058	324 090	8 038 696
Matériel de transport	7 051	1 852		8 903
Mat. de bureau, informatique et mobil.	15 890 713	1 122 487	171 467	16 841 733
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	24 975 180	1 712 478	501 807	26 185 852
TOTAL GÉNÉRAL	25 930 300	1 772 107	502 464	27 199 945

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	59 629		
TOTAL immobilisations incorporelles :	59 629		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	46 082		
Installations générales, agencements et divers	542 058		
Matériel de transport	1 852		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 122 487		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	1 712 478		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 772 107		

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	518 530				518 530
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	5 784 819	497 380			6 282 199
Excédent ou déficit de l'exercice	497 380		197 235	497 380	197 235
Situation nette	6 800 730	497 380	197 235	497 380	6 997 965
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	433 588		12 853	101 089	345 353
Provisions réglementées					
TOTAL	7 234 318	497 380	210 088	598 469	7 343 318

État des Échéances des Créances et Dettes

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	841 748	49 069	792 680
Autres immobilisations financières	196 615		196 615
TOTAL de l'actif immobilisé :	1 038 363	49 069	989 294
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	7 812 115	7 812 115	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	345	345	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	2 080 277	2 080 277	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	10 418 300	10 418 300	
TOTAL de l'actif circulant :	20 311 037	20 311 037	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			

TOTAL GÉNÉRAL	21 349 400	20 360 106	989 294
----------------------	-------------------	-------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	3 856 017	3 733 248	122 769	
Fournisseurs et comptes rattachés	20 218 665	20 218 665		
Personnel et comptes rattachés	2 482 319	2 482 319		
Sécurité sociale et autres organismes	3 020 190	3 020 190		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	248 093	248 093		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	475 876	475 876		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	30 301 159	30 178 390	122 769	
----------------------	-------------------	-------------------	----------------	--

Charges à Payer

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 779 823
Dettes fiscales et sociales	4 022 440
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	21 802 263

Dettes fournisseurs et comptes rattachés : provisions pour factures non-parvenues pour un total de 17 779 823€
Les factures non-parvenues pour un montant de 15 788 672€ sont à lire en parallèle avec le poste "fournisseurs débiteurs" (poste "autres créances") qui s'élève à 10 281 708€ au 31 décembre 2025, ces deux postes étant symétriques et se compensant en grande partie au niveau du bilan

Produits à Recevoir

ALJT

Période du01/01/25au 31/12/25

Edition du21/04/26

Devise d'éditionEURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div>266 140</div> <div></div> <div></div> <div>2 080 277</div> <div>9 400</div> <div>13 713</div> <div></div> <div></div>
TOTAL	2 369 530

* Les produits à recevoir "Etat" pour 2 080 277€ sont détaillés dans les notes complémentaires de l'Annexe

ALJT

01/01/25 au 31/12/25
21/04/26
EURO

ORIGINES		
Report à nouveau de l'exercice précédent		5 784 819
Résultat de l'exercice précédent		
Prélèvements sur les réserves		497 380
TOTAL DES ORIGINES		6 282 200

AFFECTATIONS		
Affectations aux réserves		
Réserve légale		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Autres réserves		
Dividendes		
Autres répartitions		
Report à nouveau		487 380
TOTAL DES AFFECTATIONS		487 380

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

A- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
Sub. expl° SEGUR	58 556	58 556	58 556		
Sub. CAF SPV	406 798			52 884	52 884
Sub. projet AMI A	584 700			564 058	564 058
Sub. CAF Meaux	26 050			26 050	26 050
TOTAL	1 076 104	58 556	58 556	642 992	642 992

B- RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC, DES LEGS ET DES DONATIONS

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
NEANT					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	736 874 7 625 511 102 388	142 926 1 390 765 27 500	 2 877 745 45 703	879 799 6 138 531 84 185
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	8 464 773	1 561 191	2 923 449	7 102 515

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	2 876 827 205 500	585 280	64 550 56 850	3 397 558 148 650
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	3 082 327	585 280	121 400	3 546 208

TOTAL GÉNÉRAL	11 547 100	2 146 471	3 044 849	10 648 723
----------------------	-------------------	------------------	------------------	-------------------

Ventilation du Chiffre d'Affaires Net

ALJT

Période du01/01/25au 31/12/25

Edition du21/04/26

Devise d'éditionEURO

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	Montant
R'JT	37 353 348
R'JAM	7 953 601
HOME'R	9 860 788
Siège	

TOTAL	55 167 737
-------	------------

RÉPARTITION PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE	Montant
France	55 167 737

TOTAL	55 167 737
-------	------------

Détail des Produits Financiers et Charges Financières

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

PRODUITS FINANCIERS	Montant	Imputé au compte
Produits de participation et placements sur livrets	44 023	761100
Produits de cession des VMP et intérêts de CAT	279 528	764000
Reprise provision sur placement TARN	56 850	786650

TOTAL	380 401	
-------	---------	--

CHARGES FINANCIERES	Montant	Imputé au compte
Agios et intérêts à CT	(5 983)	661600

TOTAL	(5 983)	
-------	---------	--

Effectif Moyen

ALJT

Période du01/01/25au 31/12/25

Edition du21/04/26

Devise d'éditionEURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	76	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	281	
Ouvriers		
TOTAL	357	

Soldes intermédiaires de gestion

Soldes Intermédiaires de Gestion

ALJT

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 21/04/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	%	Net (N-1) 31/12/2024	%
Ventes de marchandises -Coût d'achat des marchandises				
MARGE COMMERCIALE				
Production vendue + Production stockée - Déstockage de production + Production immobilisée	59 973 797	100,00	57 198 346 848 470	100,00 1,4834
PRODUCTION DE L'EXERCICE	59 973 797	100,00	58 046 816	101,4834
CHIFFRE D'AFFAIRES	59 973 797	100,00	57 198 346	100,00
- Consommation en provenance des tiers	40 757 890	67,9595	36 289 633	63,4452
VALEUR AJOUTÉE	19 215 906	32,0405	21 757 183	38,0381
+ Subventions d'exploitation - Impôts et taxes - Charges de personnel	4 004 957 3 251 581 19 990 905	6,6778 5,4217 33,3327	1 431 397 2 849 995 18 478 799	2,5025 4,9827 32,3065
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(21 623)	-0,0361	1 859 786	3,2515
+ Reprises et transferts de charges + Autres produits - Dotations aux amortissements et provisions - Autres charges	2 987 999 2 035 005 3 918 579 680 491	4,9822 3,3932 6,5338 1,1346	1 211 173 1 978 910 4 067 027 1 006 269	2,1175 3,4597 7,1104 1,7593
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	402 311	0,6708	(23 426)	-0,041
+ Quote part opérations en commun + Produits financiers - Quote part opérations en commun - Charges financières	380 401 (5 983)	0,6343 -0,01	547 176 7 913	0,9566 0,0138
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	788 695	1,3151	515 837	0,9018
Produits exceptionnels - Charges exceptionnelles	58 759 642 992	0,098 1,0721	48 014 59 556	0,0839 0,1041
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(584 233)	-0,9741	(11 542)	-0,0202
- Participation des salariés - Impôt sur les bénéfices	7 227	0,0121	6 914	0,0121
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	197 235	0,3289	497 380	0,8696
Produits de cession d'éléments d'actif - Valeur comptable éléments cédés				
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS				

NOTES ANNEXES COMPLEMENTAIRES



A. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet la réalisation des activités suivantes au profit de ses membres :

- l'étude des problèmes posés par l'hébergement et l'accès au logement des jeunes, leur insertion sociale, professionnelle et leur développement culturel,
- la création ou la prise en charge et la gestion de résidences destinées au logement temporaire de ses membres adhérents et toute activité concourant à l'amélioration de leurs conditions de vie ou à la préparation de leur autonomie,
- la promotion, la création et la gestion de tout service ou structure œuvrant à l'autonomie et à l'insertion des jeunes en relation avec les différents partenaires institutionnels, professionnels, économiques et associatifs.

A cette fin, l'association établit des liens de coopération avec tous organismes locaux et nationaux concernés.

L'association relève de la loi de 1901. L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

Elle clôture un exercice d'une durée de 12 mois courant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 45 389 983 euros.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 197 235 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entité lors du conseil d'administration du 9 avril 2026.

B. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- ✓ *Application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers*

L'ALJT applique pour la première fois, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie la présentation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe des entités relevant du plan comptable général. Les principaux impacts portent notamment sur la nouvelle structuration des postes du bilan et du compte de résultat, ainsi que sur le contenu de l'annexe.

Les états financiers 2024 présentés à titre comparatif ont été retraités afin d'assurer la comparabilité avec la présentation 2025.



✓ *Déménagement du siège social*

En janvier 2025, l'ALJT a procédé au déménagement de son siège social. Un bail commercial de location a été signé pour les locaux situés au 21 rue des Ardennes, 75019 Paris.

Les principales caractéristiques du bail sont les suivantes :

- Loyer annuel hors charges : 338 088 € ;
- Franchise de loyer de 10 mois, courant du 23 octobre 2024 au 22 août 2025.

Litige avec l'ancien bailleur (rue Goubet)

Les clefs de l'ancien siège social rue Goubet ont été rendues le 31 mars 2025. Une procédure contentieuse a été engagée à l'encontre de l'EURL GOUBET et est en cours, avec une expertise judiciaire diligentée.

En parallèle, l'ALJT a mis en demeure l'EURL GOUBET aux fins d'obtenir le remboursement des provisions sur charges locatives, taxes et impôts indûment perçus depuis 2014, pour un montant total de 1 395 304 € TTC.

✓ *Activité et loyers*

Le Conseil d'Administration a approuvé le 12 décembre 2024 une révision des loyers de +3,26 %, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025. Cette revalorisation tarifaire a contribué à la hausse du chiffre d'affaires hébergement, qui s'établit à 52,87 M€ en 2025 contre 50,50 M€ en 2024 (+2,38 M€).

✓ *Réforme de l'Aide à la Gestion Locative Sociale (AGLS)*

La modification du mode de calcul de l'Aide à la Gestion Locative Sociale (AGLS) a généré un impact positif de +0,8 M€ sur les produits de l'exercice 2025. Les subventions totales s'élèvent à 8 M€ en 2025, en hausse de +1,44 M€ par rapport à 2024 (6,56 M€).

✓ *Énergie et fluides — fin du bouclier tarifaire*

La fin du dispositif de bouclier tarifaire a pesé significativement sur les charges d'énergie et de fluides, qui progressent à 9,3 M€ en 2025 contre 7,9 M€ en 2024 (+1,4 M€). Le total des avoirs EDF perçus en 2025 s'est établi à 409 K€, contre 1,5 M€ en 2024.

✓ *Développement — livraison de nouvelles résidences*

Trois nouvelles résidences ont été livrées au cours de l'exercice 2025 :

- FJT 39 logements — Paris 12e (Charenton Meuniers), livré en septembre 2025 ;
- FJT 86 logements — Épinay-sur-Orge, livré en juillet 2025 ;
- FJAM 59 logements — Épinay-sur-Orge, livré en juillet 2025.

L'impact sur la facturation 2025 est estimé à +370 K€.



✓ *Ressources humaines — nouvel accord d'intéressement 2025-2027*

Un nouvel accord d'intéressement couvrant la période 2025-2027 a été homologué en juin 2025. L'enveloppe maximale par salarié est portée de 1 500 € à 2 025 € bruts. Au titre de l'exercice 2025, la charge afférente (prime brute + charges patronales) s'élève à 599 K€ et est inscrite au bilan en dettes sociales (comptes 428610 et 438610), le décaissement étant prévu en 2026.

✓ *Risques et litiges — redressement URSSAF*

En février 2025, l'ALJT a reçu une lettre de redressement de l'URSSAF au titre de son obligation de vigilance en tant que donneur d'ordres, dans le cadre de son ancienne relation contractuelle avec le fournisseur CREDO. Initialement fixé à 500 K€, le montant du redressement a ensuite été ramené à 361 K€. Son règlement fait l'objet d'un échelonnement, dont la dernière échéance est prévue en juin 2026

C. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 et au règlement ANC 2019-04 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 applicable au 1^{er} janvier 2025.

Les procédures d'enregistrement et de classement sont conformes aux exigences des comptabilités informatisées.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

1. *Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06*

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application du règlement ANC n°2022-06 génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N :

TABLEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES N (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)

Poste concerné (ancien modèle)	N°compte selon ancien format	Montant N selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	N°compte selon nouveau format	Montant après reclassement
Produits de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	775200	-	Reclassées en produits d'exploitation	Produits des cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	757000	-
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	675200	56 408,21	Reclassées en charges d'exploitation	Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	657000	56 408,21
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat	777000	101 089,37	Reclassées en produits d'exploitation	Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat	747000	101 089,37

2. Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entité à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

3. Indemnités de fin de carrière

La convention collective de l'entité prévoit des indemnités de fin de carrière. Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

La dette actuarielle probable des indemnités de fin de carrière calculée pour la totalité du personnel s'élève à 879 799 €. Les paramètres économiques retenus sont :

- le calcul du nombre de mois d'indemnités à verser selon la Convention Collective Nationale de l'Habitat et du logement accompagnés ;
- un taux de charges sociales de 62.90% pour les cadres, et 56.30% pour les non-cadres ;
- un taux d'évolution salariale de 2% ;
- un taux d'actualisation financière de 3,96 % ;
- table de survie utilisée : INSEE 2022-2024
- un taux de turn-over de 16.33% jusqu'au 59 ans (au-delà aucun turn-over n'a été pris en compte).



L'évaluation suppose un départ à la retraite à l'initiative du salarié. La date dépend de son année de naissance compte tenu de l'évolution des régimes de retraite.

D. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN ACTIF

1. *Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé*

L'Association respecte les règles habituelles d'amortissement et n'a pas recours aux amortissements dérogatoires. Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais, remises, escomptes de règlements obtenus.

Nature d'immobilisations	Mode	Durée d'amortissement
Frais de 1er établissement	Linéaire	3 ans
Logiciels	Linéaire	3 ans
Agencements installations	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

2. *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières pour un montant total de 2 557 103€ au 31/12/2015 sont composées de:

- Parts sociales CEIDF : 1 518 740 €
- Versements 1% effort construction : 841 748 €
- Dépôts et cautionnements : 196 615 €

Elles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

3. *Créances clients*

La provision pour clients douteux s'élève à 3 397 558 € au 31/12/2025 dont :

- Provisions douteux résidents : 3 109 275€,
- Provisions douteux autres tiers payants : 128 835€,
- Provisions douteux autres clients : 159 448€.



La provision pour dépréciation des créances douteuses résidents est calculée de la façon suivante :

- Pour les résidents présents au 31 décembre, pour toute créance supérieure à 500 € et après revue particulière des situations de paiement (plan d'apurement mis en place, déclenchement de la garantie *Visale*, ...), soit 688 848 € :
 - 3 mois d'impayés, provision de 80 % sur la dette brute
 - 4 mois d'impayés, provision de 90 % sur la dette brute
 - 5 mois d'impayés et plus, provision de 100 % sur la dette brute
- Pour les résidents partis au 31 décembre : 100 % de la créance après récupération du dépôt de garantie, soit 2 450 229 €
- Pour les résidents, la provision est pondérée des recours indemnitaires Préfecture reçus sur l'exercice, soit 25 183 €
- Pour les organismes tiers payeurs (ASE, collectivités locales, caisses diverses, ...) : 100 % de la créance antérieure au 1^{er} jour de l'exercice, soit 128 835 €
- Pour les autres clients : 100 % de la créance antérieure au 1^{er} jour de l'exercice, soit 159 448 €.

Les créances irrécouvrables s'élèvent à 203 974 € au 31/12/2025 dont 203 488 € concernant les créances résidents.

4. Autres créances

Les autres créances sont composées de :

1. Subventions à recevoir pour 2 080 277 € dont :
 - 1 234 721 € de subvention CAF au titre de la PSE,
 - 432 848 € de subvention CAF au titre de la réhabilitation du programme Sarcelles Paul Valéry et le financement des logements monoparentaux de Meaux,
 - 174 000 € de subvention du conseil départemental du 92 pour le financement de l'accueil des Jeunes de l'ASE et de,
 - 233 880 € de subvention d'Action Logement Services en financement des actions de prévention à mener par l'ALJT auprès des Jeunes Travailleurs dans la maîtrise de leur consommation de fluides.
2. Débiteurs divers pour 136 583 € (dont 122 491 € de versements à recevoir liés à l'exploitation des laveries) ;
3. De fournisseurs débiteurs pour 10 251 708 €. Le montant des fournisseurs débiteurs s'élevait à 8 471 376 € en 2024. Cette hausse reflète un décalage temporaire dans le circuit de traitement des factures fournisseurs en fin d'exercice, affectant principalement les factures de loyers et de fluides.

Ce décalage résulte d'un allongement du délai de validation interne des factures, sans incidence sur la réalité économique des charges : l'intégralité des montants concernés correspond à des prestations consommées au cours de l'exercice 2025 et est provisionnée en charges à payer au bilan en factures non-parvenues.

L'association a engagé les actions correctives nécessaires, qui seront déployées en 2026 afin de fluidifier ce processus en clôture d'exercice



5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV et d'obligations pour un montant total brut de 12 600 913€.

Une dépréciation de 148 650€ du placement TARN est inscrite au passif du bilan au 31/12/2025.

E. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN PASSIF

1. Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement d'un montant net de 345 352€ 31/12/2025 se décomposent de :

- Subventions brutes notifiées : 1 052 717€
- Quotes-parts de subventions virées au résultat : (707 364)€

Le montant de la reprise de chaque exercice est égal :

- Pour le financement des opérations de réhabilitation : au dixième du montant notifié,
- Pour le financement de petits équipements et matériel informatique : au tiers du montant notifié.

Le montant de la reprise est proratisé la première année en fonction de la date d'acquisition des immobilisations.

2. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges d'un total de 7 102 515 € figurent au bilan au 31/12/2025 et correspondent à :

Nature provision	2025	2024	Variation	%
Provisions pour indemnités de départ à la retraite (IDR)	879 799	736 874	142 926	19%
Provisions contentieux RH	84 185	102 388	- 18 203	-18%
Provisions PPEP	6 138 531	7 625 511	- 1 486 980	-20%
Total	7 102 515	8 464 773	- 1 362 258	-16%

Méthode de calcul de la provision pluriannuelle d'entretien du patrimoine

La provision constituée doit couvrir les besoins relevés dans le plan pluriannuel d'entretien du patrimoine (PPEP : études – diagnostics – travaux – honoraires – assurances), ainsi que les actions correctives diffuses et non programmables visant à prévenir la dégradation globale des bâtiments et à réparer les défaillances techniques survenues.



Elle est composée de :

a) La remise en état de commercialité dans le cadre du plan pluriannuel d'entretien du patrimoine :

Solde de la provision au 31/12/2025 : 4 257 675 €.

Principes de constitution :

- La provision est constituée en prévision des interventions sur les 5 ans à venir
- Le calcul de la provision se fait en répartition linéaire sur les 5 années qui précèdent l'année de réalisation des travaux, à partir du montant estimé à terme des travaux et actualisé
- La reprise se fait lors de la réalisation des travaux et à concours de ceux-ci lorsqu'ils sont réalisés sur plusieurs années consécutives

Au titre de l'exercice 2025, une reprise nette de 477 824 € a été enregistrée, portant le montant de la provision à 4 257 675 € au 31 décembre 2025. Cette reprise résulte de la révision, en 2025, de la base de calcul des provisions par résidence, afin d'exclure la quote-part relative aux kitchenettes, non éligible à cette provision.

Plan de programmation des opérations de réhabilitation :

Résidence	Fin des travaux	Coût de la réhabilitation	Solde provision 31/12/2025	Taux provision au 31/12/2025
Sarcelles paul valery	2025	468 000	134 610	29%
Gennevilliers	2026	181 400	181 400	100%
Paris 14	2027	1 008 679	806 943	80%
Créteil	2026	1 106 108	1 106 109	100%
Versailles	2027	353 258	282 606	80%
Paris 19 Ourcq	2027	142 997	114 398	80%
Rosny	2028	1 039 526	623 716	60%
Châtillon	2028	219 426	131 656	60%
Montévrain	2028	430 377	258 226	60%
Bois d Arcy	2029	358 738	143 496	40%
Magny Le Hongre	2029	333 356	133 342	40%
Bobigny FJT	2029	231 359	92 544	40%
Villeneuve Saint Georges FJT	2030	713 205	142 641	20%
Roissy	2030	529 942	105 988	20%
TOTAL		7 116 371	4 257 675	60%



b) Les travaux préventifs de prévention de dégradation et de réparation :

Solde de la provision au 31/12/2025 : 1 880 857€.

Principes de constitution :

- Le taux global annuel de renouvellement des composants et de grosses réparations est estimé à 1,2 % en moyenne du coût du bâti, avec une répartition de 1 % au titre des travaux à la charge du propriétaire et de 0,2 % pour ceux à la charge du locataire-gestionnaire
- La valorisation de l'enveloppe annuelle moyenne à consacrer aux travaux de renouvellement et de grosses réparations est établie à partir des facturations du montant de la PCRC (participation pour couverture du renouvellement des composants) établies au cours de l'année par les propriétaires, au titre du loyer dit « transparent » ; si le montant de la PCRC dédiée à la résidence est inconnu, une valeur moyenne par logement est retenue.
- L'enveloppe annuelle calculée est affectée aux provisions pour travaux préventifs à hauteur de 30 %
- Une pondération de la provision est effectuée en fonction de la quote-part de la provision utilisée pour couvrir les travaux réellement effectués sur les trois années précédentes
- Les travaux qui sont imputés sur le compte *préventif* relèvent de natures d'interventions visant strictement le maintien en état d'exploitation des locaux gérés : réfection, remplacement ciblé d'aménagement détérioré, mise en conformité, investissement de sécurité, etc.

Au titre de l'exercice 2025, une reprise nette de 551 845 € a été comptabilisée, portant le montant de la provision à 1 880 857 € au 31/12/2025. Cette reprise nette s'explique principalement par l'intégration des travaux de peinture dans la base de calcul de cette provision. Auparavant, ces travaux étaient exclus de cette base et comptabilisés en immobilisations.

c) Les coûts de fermeture temporaire partielle ou totale de site :

Solde de la provision au 31/12/2025 : 0€.

La provision pour fermeture temporaire a été abandonnée dans son principe en 2025. Cette décision a entraîné une reprise de provision de 457 311€ au cours de l'exercice.



3. Emprunts

Composition des emprunts et dettes financières diverses au 31/12/2025 :

Type de dettes	2025	2024	Variation	%
Dépôts de garantie résidents	3 661 228	3 475 108	186 120	5%
Emprunts CAF Argenteuil	180 750	241 000	- 60 250	-25%
Emprunts CAF Sarcelles Cholettes	4 538	6 807	- 2 269	-33%
Compte liaison siège	9 501	34 641	- 25 140	-73%
Total	3 856 017	3 757 556	98 460	3%

F. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1. Produits d'exploitation

Les produits de l'association pour un montant total de 69 060 314 € sont composés de :

Nature de produit	2025	2024	Variation	%
Cotisations	295 490	288 810	6 680	2%
Ventes de biens et de services	55 167 738	52 802 150	2 365 588	4%
Produits des tiers financeurs	8 811 016	6 564 901	2 246 115	34%
Reprises de provisions & autres produits	4 786 070	2 877 856	1 908 214	66%
Total	69 060 314	62 533 717	6 526 597	10%

2. Cotisations

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'Assemblée Générale de l'association, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie.

Les cotisations font l'objet d'un appel de cotisation validé par le membre. De ce fait, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation de la cotisation en produits.



3. Produits des tiers financeurs, concours publics et subventions

L'association a reçu des concours publics et/ou des subventions d'exploitation en provenance de :

Type de financement	2025	2024	Variation	%
Collectivités territoriales ASE + Ville de Paris	714 175	759 600	- 45 425	-6%
Caisse d'allocations familiales (PSE CAF)	3 892 888	3 444 418	448 470	13%
Aide à la Gestion Locative Sociale et autres aides spécifiques (y.c. SEGUR jusqu'en 2024)	2 622 168	1 844 660	777 508	42%
FONEP	198 996	192 178	6 818	4%
Financement CAF hors PSE	432 848		432 848	100%
Aides diverses (ARS, ALS 2025, Humando 2024)	679 764	324 044	355 720	110%
Remboursements formation	169 086		169 086	100%
QP subventions virées au résultat	101 089		101 089	100%
Total	8 811 014	6 564 900	2 246 114	34%

4. Résultat et impôts sur les bénéfices

Le montant des impôts au 31/12/2025 pour 7 227€ correspond à l'impôt dû sur les produits financiers encaissés au cours de l'exercice.

G. AUTRES INFORMATIONS

1. Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Conformément à l'article 20 de la Loi 2006-586, les rémunérations versées, avantages en nature inclus, aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association s'élève à 283 265 €.

2. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'audit des comptes 2025 s'élève à 65 062€ TTC.

3. Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants

Néant.



4. Filiales et participations

Néant.

5. Engagements hors bilan

Néant.

H. INFORMATIONS SPECIFIQUES LIEES A L'APPEL PUBLIC A LA GENEROSITE

L'ALJT ne fait pas d'appel public à la générosité.

I. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

L'ALJT a fait appel en 2025 à l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (AADH) pour l'accompagner dans différentes démarches juridiques.

Grâce à cet accompagnement « pro bono » l'ALJT a réalisé en 2025 des économies de **157 962€** représentant un volume total de 12 dossiers traités ou en cours de traitement durant l'année.



PROCES VERBAL ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE L'ALJT DU 5 MAI 2026

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Sont présent.e.s :

- Membres actifs, personnes morales
 - INTERLOGEMENT 93 représenté par Philippe AVEZ
 - L'UNION REGIONALE DES CLLAJ représentée par Martine CHASTRE
 - CDC HABITAT IDF représenté par Delphine PAVY
 - L'AORIF représentée par Alain PERRIER
 - La BANQUE DES TERRITOIRES représentée par Sonia PRADELLE
 - ANTIN RESIDENCES représenté par Hélène QUENOUILLE
 - ACTION LOGEMENT IDF représenté par Gabrielle VILLAIS
- Membres actifs, personnes physiques
 - Gilles DESRUMAUX
 - Catherine PAULIN
 - Pascal VAN LAETHEM, Président
- Représentant.e.s des membres adhérents
 - Karl David NGABO NDJABA, représentant des membres adhérents (Territoire 78/92/95)
 - Lisa NICOLAS, représentante des membres adhérents (Territoire 77/91/94)
 - Ulriche TCHICAYA, représentante des membres adhérents (Territoire 75/93)

Sont représenté.e.s :

- Nadia BERGHOUT a donné pouvoir à Philippe AVEZ
- Laurence BOUCARD, représentant 3F RESIDENCES, a donné pouvoir à Martine CHASTRE
- Yves BURGEAT a donné pouvoir à Pascal VAN LAETHEM
- François GARRAUD a donné pouvoir à Pascal VAN LAETHEM
- Mohand HEBBACHE, représentant HUMANDO, a donné pouvoir à Martine CHASTRE
- Jean-Yves LAUTRIDOU, Trésorier, a donné pouvoir à Philippe AVEZ

Participent également :

- Yahya ADAMI, Représentant du personnel de l'ALJT au Conseil d'Administration
- Frédéric BAS, Directeur des Ressources Humaines
- Erik BOULOIS, Commissaire aux Comptes
- Jérôme CACCIAGUERRA, Directeur Général
- Raphaëlle DE GOUSSENCOURT, Secrétaire Générale
- Ariane EKSL, Directrice Ingénierie Sociale et Communication
- Ian FARRUGIA, Directeur des Projets et du Patrimoine
- Sandra JAFFREZOU, Assistante de Direction
- Jean-Christophe LAHLU, Directeur d'Exploitation
- Angélique MAZOYER, Directrice Administrative et Financière
- Thibault PATRIARCHE, Directeur territorial Seine et Marne, Essonne et Val de Marne
- Sira SANGARE, Directrice de la Filière Etudiante

Le décompte des membres présents ou représentés étant supérieur au quorum requis, l'Assemblée Générale Ordinaire est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée Générale est présidée par Monsieur Pascal VAN LAETHEM, Président.

Le Président rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du rapport moral du Président
- Approbation du rapport d'activité
- Approbation des comptes de l'exercice 2025 et affectation du résultat
- Présentation budget prévisionnel 2026
- Ratification et renouvellement des membres du Conseil d'administration
- Approbation du montant des cotisations
- Questions diverses

Le Président a mis aux voix les résolutions suivantes, conformément à l'ordre du jour :

RESOLUTION N°1

L'Assemblée Générale approuve, après en avoir pris connaissance, le rapport moral pour l'exercice 2025.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°2

L'Assemblée Générale approuve, après en avoir pris connaissance, le rapport d'activité de l'ALJT pour l'exercice 2025.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°3

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport sur les comptes annuels 2025, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration, du rapport général et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025. Elle donne en conséquence quitus sans réserve aux administrateurs pour tous les actes de leur gestion au cours dudit exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°4

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de 197 235€ constaté sur l'exercice 2025, au compte de report à nouveau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

RESOLUTION N°5

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation Madame Catherine PAULIN, en qualité d'administratrice personne physique au Conseil d'Administration de l'ALJT.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°6

L'Assemblée Générale approuve le renouvellement pour une durée de trois (3) ans du mandat de l'URCLLAJ, en tant que personne morale représentée par Madame Martine CHASTRE, au Conseil d'administration de l'ALJT. Ce renouvellement prend effet à compter de ce jour

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°7

L'Assemblée Générale entérine les montants des cotisations fixés comme suit pour l'année 2026.

Membres adhérents	
Adhésion (séjour supérieur à un mois)	30 €
Renouvellement annuel	30 €
Membres actifs	
Personne physique	30 €
Personne morale Association	50 €
Personne morale sociétés et institution	120 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Fait à Paris, le 5 mai 2026



ALJT
21-23 rue des Ardennes
75019 PARIS
Siret 775 666 431 01007 - APE 5590 Z
www.aljt.com

Pascal VAN LAETHEM
Président